

**Avis adopté**

Séance plénière du 29 novembre 2023

**Eau potable : *des enjeux qui dépassent la tarification progressive***

**Déclaration du groupe CFDT**

Suite aux pénuries d'eau de 2022, au « plan eau » du gouvernement, et dans le prolongement l'avis sur l'eau d'avril dernier<sup>1</sup>, la Première ministre a demandé au CESE de dégager des recommandations pour une généralisation de la tarification progressive de l'eau.

Ce modèle tarifaire, qui propose un prix du m<sup>3</sup> croissant par paliers avec la consommation, est à première vue séduisant, car il semble répondre à un double enjeu : social et environnemental. Pourtant, l'avis nous rappelle que la réalité est plus complexe et que ce modèle n'est pas généralisable aujourd'hui (problématique des compteurs d'eau individuels et de leur financement, ressources des communes, démographie sociale, démographie saisonnière, etc.).

Paradoxalement, comme l'avis l'indique, consommer moins d'eau, alors que les coûts de traitement (potabilisation et assainissement) gonflent, conduira à une équation impossible à résoudre sans augmenter le coût unitaire. Réinterroger le modèle de financement de l'eau, pour partie indexé sur les volumes de consommation, devient par conséquent nécessaire, tout en privilégiant la solidarité entre territoires et entre citoyens.

L'eau est un bien commun, dont l'accès doit être garanti de manière universelle, mais dont la disponibilité limitée laisse entrevoir des conflits d'usages, appelant à une gestion collective. Ces conflits doivent être prioritairement résolus par la sobriété ; mais ils doivent également être régulés et hiérarchisés démocratiquement afin de garantir un partage équitable entre usages essentiels.

Enfin, plus globalement, nous tenons à rappeler que face à l'enjeu climatique, il est urgent de transformer notre modèle économique et social. La CFDT propose des orientations rassemblées dans notre récent « Manifeste pour une transition écologique juste ».

**La CFDT a voté l'avis.**

<sup>1</sup> « Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques ? », CESE, avril 2023